

le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

Ce qui distingue notre Parti

La revendication de la ligne qui va du "Manifeste communiste" à la révolution d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

10^{ème} ANNEE — N° 127

Du 15 mai au 28 mai 1972

LE NUMERO :

0,80 F

Mansholt-Marchais ou l'autruche opportuniste contre le prophète bourgeois

La conception catastrophiste de la société capitaliste qui caractérise le communisme est le plus souvent refusée par les bourgeois qui croient et surtout font croire au Progrès continu et à la résorption progressive des contradictions capitalistes. Il leur arrive pourtant, quand de premiers signes de crise apparaissent, de manifester leur inquiétude, et même d'annoncer la catastrophe.

Ainsi, au lendemain de la première guerre mondiale, l'économiste bourgeois Keynes ne cessait de prophétiser la crise, de crier son épouvante, et d'adjurer la bourgeoisie internationale de « prendre des mesures ». Il faut le dire, ces mesures étaient tout à fait utopiques, comme l'établissement d'un système monétaire « stable », ce qui aurait exigé qu'il ne fût pas soumis, comme c'est nécessairement le cas dans la réalité, aux rapports de forces économiques et politiques entre les Etats. Au reste, quand elles étaient « concrètes », ces mesures se ramenaient à une sur-exploitation des ouvriers que le capitalisme réalisait de lui-même, sous la contrainte des faits, sans qu'il fût besoin de l'en prier, et indépendamment des avis éclairés de ses médecins.

La lettre de Mansholt au Président de la Commission Européenne dont le P.C.F. a fait une si bruyante exploitation électorale à la veille du référendum à la même signification : une fois de plus, un bourgeois crie sa mortelle inquiétude devant l'avenir !

Il reconnaît qu'« il est de plus en plus évident que les gouvernements nationaux ne sont plus capables d'assurer une expansion stable de leurs économies » ; que l'équilibre monétaire n'est pas réalisé, et que « dès à présent, les éléments d'une nouvelle crise se trouvent réunis. » Il reconnaît en fait ce qu'Engels affirmait déjà, il y a plus d'un siècle, à savoir que le niveau atteint par les forces productives serait suffisant — n'était-ce l'entrave de la domination capitaliste, mais cela Mansholt ne le dit pas ! — pour permettre une répartition satisfaisante du produit social, et il s'effraie de l'anarchie productive, du gâchis actuels, qui sont des conséquences nécessaires du capitalisme, qu'il ne rêve certes pas d'abolir !

De la même manière, on voit fleurir aux Etats-Unis de « nouvelles » écoles économiques qui, poussées par le même vertige, proposent ingénument à la bourgeoisie d'instaurer volontairement la « croissance zéro », comme si pareille « mesure » ne signifiait pas pour elle la mort, mais seulement de... menus sacrifices !

Les solutions de ces écoles, comme celles de Mansholt, présentent les mêmes caractéristiques. D'une part, elles sont utopiques, comme quand il propose d'obliger les capitalistes à accroître la « durabilité » des produits, c'est-à-dire à ralentir la rotation et à restreindre le volume des affaires, c'est-à-dire à réduire la masse de leur profit. Et le

comble de l'utopie est atteint, quand c'est à l'Etat en personne, qu'il s'adresse pour imposer cette réglementation qui va contre les intérêts du capital, alors que l'Etat n'est que le comité de défense de la bourgeoisie !

D'autre part, ces mesures sont effectivement et objectivement dirigées contre le prolétariat. Cela ne signifie évidemment pas, comme le P.C.F. l'a prétendu par la bouche de G. Marchais, avec sa stupidité habituelle, que Mansholt ait conçu un « plan » machiavélique dans le seul but de « provoquer délibérément un net recul du bien-être ». Cela signifie seulement que voyant à quels désordres sociaux conduisait inéluctablement l'« expansion » anarchique imposée par les lois du capital, Mansholt a vu dans son impossible ralentissement volontaire la seule solution aux contradictions de l'économie bourgeoise, sans comprendre que non seulement ce ralentissement ne pourrait être que temporaire, mais qu'il serait nécessairement générateur de révolte ouvrière, parce qu'il entraînerait fatalement une régression des salaires et de l'emploi.

Nous, communistes orthodoxes, nous ne pouvons que nous réjouir, quand un représentant de la bourgeoisie en est ainsi réduit à des aveux certes incomplets, mais précieux, sur les contradictions insolubles du capitalisme.

Que fait au contraire le P.C.F. qui se pose toujours en héritier de Marx, Engels et Lénine ? Il s'indigne démagogiquement des « solutions malthusiennes » de Mansholt, mais il est surtout horrifié de voir dénuder aussi crûment les plaies de l'économie bourgeoise et la profondeur du mal. Ce mal, aucune solution de replâtrage, comme celles que propose le P.C.F. dans son programme de gouvernement, ne pourra l'enrayer. Quoi de plus scandaleux à ses yeux, donc, que d'entendre un bourgeois « vendre la mèche » en quelque sorte ? Finalement, les solutions de Mansholt sont aussi caricaturales que celles du P.C.F., aussi monstrueuses que le programme de ce dernier dans ce qu'il a de réalisable, et aussi utopiquement réactionnaires que les promesses vides que « le grand parti » prodigue à toutes les catégories de sa clientèle électorale. Seulement, elles constituent un renversement presque complet du programme de « développement de l'économie nationale », dernier mot de la sagesse bourgeoise du P.C.F., Mansholt suggérant que celui-ci conduit à la guerre économique entre nations et de là à la guerre tout court : quoi de plus gênant pour nos « communistes » de se retrouver ainsi « plus royalistes que le

roi », c'est-à-dire plus « productivistes » et « expansionnistes » qu'un représentant avoué de la bourgeoisie ?

M. Mansholt voudrait être anti-productiviste. L'opportunisme lui, est productiviste à outrance ; comme tous les Etats dits « socialistes » le sont : la Russie stalinienne, krouchtchevienne et brejnevienne s'est fixé comme but de rejoindre et de dépasser les Etats-Unis, d'égaliser sa « qualité de vie » définie de façon parfaitement bourgeoise. La Chine ou Cuba n'ont fait vœu de pauvreté qu'au temps où le faible niveau de leurs forces productives les contraignait à trouver les raisins trop verts : ils sont en train d'entonner à leur tour l'hymne à la production. Tous ces pays qui n'ont pas réalisé de révolution pro-

(Suite page 4)

"Socialisme" à la hongroise : mieux que le "bloc des quatre classes" !

Magnifique ! La nouvelle constitution hongroise proclame que « la classe dirigeante de la société est la classe ouvrière, laquelle exerce le pouvoir en s'alliant avec les paysans des coopératives, les intellectuels et les autres couches laborieuses de la société » (cité par l'Unité du 28 mars) : on voit que Mao a fait école, puisqu'il ne s'agit plus seulement de « bloc des quatre classes », mais de quelque chose de plus, avec ces mystérieuses « autres couches laborieuses », dans lesquelles on peut mettre à peu près tout, à commencer par ces « artisans » dont la constitution « reconnaît l'activité socialement utile » et ceux dont la constitution protège « la propriété et l'initiative privée », avec la seule restriction, contenue aussi par exemple dans la Charte du Travail mussolinienne, que celle-ci « ne puisse offenser les intérêts de la collectivité »...

Quand on lit ensuite que « les entreprises d'Etat et les organismes économiques gèreront de façon autonome le patrimoine qui leur est confié », on a un tableau vraiment consolant du « socialisme » hongrois, copie conforme d'un capitalisme... géré de façon autonome pour le compte d'autrui par le « parti marxiste-léniniste » de Kadar, et doté d'un « visage » que tout intellectuel de gauche ne pourrait que s'empresser de proclamer « humain » !!!

«Lutte ouvrière», agence électorale du P.C.F.

Descendant irrésistiblement la pente de l'opportunisme, L.O. en est arrivé à rien moins qu'à... servir d'agence électorale au P.C.F. Un pas de plus qui concrétise que dans sa rage activiste L.O. a tout abandonné au marxisme. Cela signifie de la part de ce groupe, qui prétend représenter « la position des travailleurs révolutionnaires », l'abandon de ce qui est justement leur seule arme dans la lutte contre la bourgeoisie : la doctrine (le matérialisme dialectique) et le programme (réalisation du communisme à travers l'UNIQUE voie de la conquête révolutionnaire du pouvoir et de l'exercice de la dictature prolétarienne, avec toutes les mesures d'ordre politique et économique qui en découlent, sous la direction hégémonique du parti).

Sans tenir fermement le fil rouge de la continuité politique reliant solidement les principes établis par Marx et Lénine, ceux des vainqueurs d'octobre 1917, ceux sur lesquels s'est fondée l'Internationale Communiste, on brise cette unité organique entre théorie et action qui est le seul pont jeté entre le Manifeste du Parti Communiste de 1848 et la réalisation matérielle du programme du communisme sous la dictature du prolétariat, entre le sang versé par des générations de prolétaires et l'abolition du salariat.

C'est au prix d'une dure lutte politique qu'on maintient cette rigoureuse cohésion ; dans cette lutte prend forme et chair le Parti révolutionnaire, organe vivant : il a le programme communiste pour système nerveux, qui agit dans des situations de haute tension sociale par des réflexes politiques justes seulement si le Parti s'est éduqué dans la lutte quotidienne dans les périodes de paix sociale en faisant étroitement adhérer toute sa praxis à ses positions de principe, transformant ces dernières en actes et réponses vivantes, et par là-même se les assimilant complètement.

« La rage activiste-actualiste aboutit à la négation de la dialectique et du déterminisme marxistes, surtout quand elle décrie et déserte le travail doctrinal et la restauration théorique, qui sont aussi nécessaires aujourd'hui qu'ils le furent pour Lénine en 1914-18, sous prétexte que seules comptent l'action et la lutte. Elle remplace en effet la recherche des rares moments et points cruciaux de l'histoire sur lesquels le mouvement communiste puisse compter par un volontarisme échevelé qui n'est finalement que la pire, la plus crasse adaptation à l'état des choses et à ses perspectives immédiates misérables. » (Théorie et action, cf. « Le Prolétaire », n° 116).

peut exister, dans la société capitaliste, de « bons » gestionnaires de l'Etat bourgeois, agissant par le seul pouvoir de leur bonne volonté au mieux des intérêts de la classe ouvrière. Or, dit Lénine, l'essentiel du marxisme est de montrer que l'Etat bourgeois est et ne peut être qu'un pouvoir spécial de répression exercé contre le prolétariat par la bourgeoisie », au moyen de sa police, de son armée, de ses divers instruments de propagande, de son école, etc... Tous les rouages de l'Etat bourgeois ne sont créés et ne fonctionnent que dans ce seul but. Il est impossible pour le prolétariat d'utiliser dans ses propres intérêts cet Etat-là. Il doit le détruire et édifier son propre « pouvoir spécial de répression » contre la bourgeoisie, l'Etat prolétarien, la dictature du prolétariat. Enfoncer ce clou, montrer sans cesse au prolétariat quel est son véritable ennemi, voilà la tâche des véritables révolutionnaires.

Mais L.O., faisant de l'oppression prolétarienne une question non d'Etat mais de gouvernement, « néglige » de montrer la nécessité de la destruction de l'Etat bourgeois ; elle « néglige » ainsi de parler des voies nécessaires qui y mènent : la violence armée et organisée du prolétariat reconstituant son Parti communiste mondial en ressaisissant et défendant son programme communiste invariant, l'insurrection et la conquête violente du pouvoir, l'instauration de la dictature du prolétariat dirigée par son parti.

« Sans révolution violente il est impossible de substituer l'Etat prolétarien à l'Etat bourgeois... « La nécessité d'inculquer systématiquement aux masses cette idée — et précisément celle-là — de la révolution violente est à la base de toute la doctrine de Marx et Engels ». (Lénine, L'Etat et la Révolution).

Face à cette position qui n'admet aucun compromis, L.O. se range du côté de tous les réformistes et du pacifisme social : elle participe avec tous les partis qui trahissent le prolétariat au jeu électoral qui donne à ce dernier des illusions mortelles sur la neutralité de l'Etat, présenté comme une institution au-dessus des classes.

(Suite page 4)

PERMANENCES DU PARTI

♦ A PARIS : Nouvelle adresse : 20, rue Jean-Bouton, (12^e). Métro Gare de Lyon, escalier métallique au fond de la cour à gauche. Permanences : le samedi, de 15 h. à 19 h. et le dimanche, de 10 h. à 12 h.

♦ A MARSEILLE : Tous les Samedis, de 15 heures à 19 heures, au siège du "Prolétaire", 7, crs d'Estienne-d'Orves (4^e étage).

UNE AIDE QUI COUTE CHER

Dans un article intitulé « Le mythe de l'aide est mort » dans la revue « Cérés », organe de la F.A.O. en juillet-août 1971, l'auteur trace d'abord un cadre de la situation des pays que le cynisme bourgeois appelle « en voie de développement », puis il expose quelles seraient, selon lui, les solutions possibles au problème du sous-développement. Il va sans dire que pour la « science économique » de la bourgeoisie il est impossible d'admettre que les contradictions du mode de production capitaliste n'ont pas d'autre réelle solution que la destruction par le prolétariat révolutionnaire de ce même

La situation réelle

« Le mythe de l'aide est mort » dit notre économiste bourgeois. Avez-vous précieusement, marxistes, puisque depuis toujours, alors que toute la canaille bourgeoise soutenue par les traîtres opportunistes et par les bénédictions papales bourrait le crâne des prolétaires du monde entier avec le bobard de l'aide aux pays sous-développés, nous n'avons pas cessé de dénoncer la réalité qui se cachait derrière le terme humanitaire et chrétien d'aide, en démontrant que la nouvelle chaîne forgée par l'impérialisme pour les pays arriérés sous le nom d'aide pour le développement économique était bien plus hypocrite et bien plus sanguinaire que les formes de l'ancienne domination coloniale basée sur des occupations militaires et des assujettissements politiques. Aussi, ce que l'expert bourgeois est contraint de dire sous la pression de faits matériels inexorables ne nous surprend pas ; ce qui nous réjouit cependant c'est de voir notre ennemi de classe — possédant d'immenses moyens de production et des équipements de recherche scientifique qui stupéfient les misérables mortels, armé jusqu'aux dents, dominant ciel et mer avec ses sixième et septième flottes — s'incliner devant la science de la classe prolétarienne et admettre que les choses sont comme nous avions prévu qu'elles seraient : pas de progrès, de paix, de développement général, mais misère croissante, guerres, convulsion de classes et d'Etats, recul des pays retardataires et domination toujours plus grande de la piraterie impérialiste mondiale. C'est pour nous une revanche théorique et scientifique, une confirmation et un présage que la classe ouvrière ajoutera au pouvoir que lui donne la connaissance, qu'elle est seule à posséder dans son parti, la puissance physique bien plus décisive de milliers d'hommes en lutte pour la révolution et la dictature prolétarienne.

Que les progressistes petits-bourgeois de toutes nuances prêtent l'oreille, c'est pour eux que sonne l'heure de la vérité : « Le mythe de l'aide est mort. Tous les discours à propos de la croissance autonome et des pas en avant sur le front économique se sont révélés comme étant une pure farce... Les masses ont peut-être pu être satisfaites plus facilement leur désir d'acquiescer un certain nombre de produits de consommation, de voyager en autobus ou de posséder un appareil de radio. Mais les habitants du Tiers-Monde espéraient bien plus. Ils croyaient que la libération du joug colonial les aurait libérés de la misère, de l'oppression et de l'ignorance... ». 25 ans sont passés depuis que la bourgeoisie des superpuissances européennes, des Etats-Unis et de la Russie devenue contre-révolutionnaire déclaraient conduire une guerre

mode de produire et de vivre. De ce fait, elle est contrainte, tout en offrant un cadre statistiquement exact de la situation, de tirer des conclusions qui se réduisent à des vœux pieux. Seul le communisme peut trouver dans ces données la confirmation que l'existence même de l'humanité est incompatible avec la perpétuation du mode de production capitaliste, la production de marchandises et la division de la société en classes ; aucun développement progressif de l'espèce n'advient avant que le prolétariat mondial n'ait accompli sa mission historique qui est de libérer le monde du cadavre pant de la domination bourgeoise.

mondiale contre la « misère, l'oppression et l'ignorance » et pour la « liberté des peuples ».

Nous avons dit alors que c'était des histoires : comme le disait Lénine, sans la victoire du prolétariat révolutionnaire et la destruction de la domination du capital à l'échelle mondiale, il n'y aura jamais de liberté, d'égalité et d'indépendance effective pour les peuples opprimés par l'impérialisme. Exactement 50 ans après le « savant » bourgeois est contraint de confirmer le diagnostic du communisme révolutionnaire : « Les pauvres se sentent une fois de plus étouffés par un système qui ne les soutient pas mais qui les exploite, qui ne protège pas leurs droits mais qui les usurpe ». Mais quel est donc ce système, cher monsieur ? C'est le système capitaliste qui domine sur le monde entier, c'est le même système qui opprime le prolétariat des centres industriels. Vous nous le dites vous-même quand vous affirmez que « il est non moins vrai que seuls quelques groupes au pouvoir, qui tiennent les rênes des affaires, de l'industrie et de l'agriculture, ont vraiment profité de l'aide » aux pays sous-développés. Donc l'investissement massif de capitaux a, bien sûr, favorisé le développement des pays arriérés, mais il les a développés dans le sens capitaliste avec tous les résultats propres au développement en régime capitaliste ; et en premier lieu l'exaspération de la division en classes, l'accumulation de la richesse à un pôle, et de la misère au pôle opposé. Ce phénomène, cher monsieur, vous pouvez l'observer tout aussi bien aux Etats-Unis ou dans l'Europe « super-développée ». La vérité est que le capitalisme ne peut produire que du développement, et plus il se développe, plus ses contradictions s'approfondissent.

L'auteur de l'article affronte ensuite le problème agricole et parle de la soi-disant « révolution verte », c'est-à-dire d'une série de mesures capables d'augmenter la productivité du sol des pays arriérés surtout grâce à une meilleure sélection des semences. Ce « plan » est en effet en train de porter ses fruits et certains pays, autrefois importateurs de produits agricoles, se suffisent à présent et tendent à se transformer en pays exportateurs. Un succès, dit le bourgeois, mais... et ce « mais » consiste dans le caractère capitaliste de ce « développement » qui fait que les contradictions sociales grandissent au lieu de diminuer : ce sont les grandes exploitations qui ont profité des avantages des variétés de hauts rendements. C'est ce qui est déjà arrivé au Mexique et qui est en train de se produire en Inde, au Pakistan et en Turquie. Les paysans pauvres sont largement dépassés par les riches parce que ces derniers ont pu

« employer leur influence pour monopoliser l'accès aux nouveaux facteurs de production et aux autres facilités. L'augmentation du rendement pousse de nombreux propriétaires fonciers à expulser les paysans et à cultiver eux-mêmes leurs champs. La mécanisation, bien qu'encre à ses débuts, libère une grande partie de la main-d'œuvre agricole. Ce développement a conduit à une émigration considérable des campagnes vers les villes. Mais les centres urbains

Chômage et urbanisme

Comme on le voit, les contradictions ne proviennent pas du manque de développement, mais du développement lui-même : plus le mode de production capitaliste pénètre dans les pays arriérés, plus les lois classiques se font valoir, exactement comme dans les pays avancés. L'expulsion des paysans de la terre n'est pas le fruit d'un retard de l'agriculture mais provient justement de son progrès, et plus celui-ci grandira, plus s'éclaircira ce phénomène de prolétarianisation de la paysannerie. Ainsi le chômage est-il dû au développement des forces productives dans la forme capitaliste et non à leur stagnation, et c'est pareil pour l'urbanisme, à propos duquel notre économiste écrit : « On estime que la population urbaine des pays les moins développés passera de 464 millions en 1970 à 693 millions en 1980. La population de villes comme Calcutta, Le Caire et Buenos Aires doublera probablement durant les dix années qui viennent ». Que les prolétaires s'amassent dans les villes, quel meilleur symptôme du fait que les pays du Tiers-Monde sont en train de se développer — et pour être précis — dans le sens capitaliste ?

L'article poursuit : « On dirait que l'histoire n'a pas appris grand-chose aux pays du Tiers-Monde. Ils permettent encore à l'opulence d'exister au beau milieu de la misère. Dans de nombreux pays en voie de développement, les riches qui constituent 5 à 10 % de la population, gouvernent ou possèdent 40 à 70 % de la richesse nationale totale ». Ce n'est pas, cher monsieur, que l'histoire n'ait pas appris grand-chose à ces pays ; mais c'est que le mode de production capitaliste ne peut donner d'autres résultats : ce sont les mêmes qu'en Europe et aux Etats-Unis, avec cette différence, déjà décrite par Lénine il y a 50 ans, que la domination des grands pays industrialisés sur le reste du monde leur permet, non pas d'éliminer les contradictions de classes, mais de bloquer le mouvement du prolétariat par la création d'une frange d'aristocratie ouvrière qui constitue la base sociale des partis opportunistes. Mais ceci n'est possible que pour un temps et seulement aux dépens des prolétaires et semi-prolétaires des pays arriérés, c'est-à-dire en étendant la contradiction au monde entier et en créant les bases d'une explosion sociale de proportion gigantesque.

La dernière remarque de notre économiste concerne les rapports entre pays arriérés et pays super-industrialisés : « L'aide aux pays du Tiers-Monde a encore un autre aspect : c'est elle avant tout qui est à l'origine de la nouvelle « montagne de dettes » qui se forme dans les pays en voie de développement. Dans certains cas l'endettement vis-à-vis de l'étranger a atteint un niveau très dangereux. La dette totale du Pakistan, par exemple, s'élève aujourd'hui à 2,7 milliards de dollars, son amortissement coûtait l'an dernier 165 millions de dollars, c'est-à-dire 1/5^e des recettes en devises du pays. La situation des autres pays du Tiers-Monde n'est en général pas plus brillante. Dans l'ensemble, leurs dettes s'élèvent à 50 milliards de dollars. Ils doivent payer environ 5 milliards de dollars entre les intérêts et le remboursement des capitaux. En supposant que l'endettement n'augmente pas plus rapidement qu'aujourd'hui, les dettes dues à l'aide atteindront 200 milliards de dollars en 1980 ». Ce rapport de dépendance est lui aussi le fruit du développement capitaliste ; les pays arriérés se trouvent, par rap-

« sont déjà surpeuplés et n'offrent pas facilement d'emploi aux paysans chassés de la terre... Les années 70 s'annoncent difficiles dans le domaine de l'emploi. Selon les estimations, il y a 75 à 100 millions de chômeurs actuels. En outre, des millions et des millions d'hommes travaillent à temps partiel. Le Bureau International du Travail, à Genève, estime que dans le cours des années 70 il faudra procurer du travail à 300 millions de personnes en plus... ».

« tissements en capitaux étrangers devrait être confiée à une société mondiale de développement. Les fonds viendraient des nations riches qui répartiraient leurs profits entre les pays dans lesquels elle agirait... Il faudrait faire une série d'efforts pour encourager les exportations du Tiers-Monde dans les pays industrialisés... Il faudrait réformer l'O.N.U., ses experts passent en général pour incompetents.

Il est intéressant de remarquer, d'abord qu'à 50 années de distance, le dernier mot de la science bourgeoise ne sait fournir d'autre solution que celle du « superimpérialisme » théorisé par le renégat Kautsky du temps de la première guerre mondiale : un accord international ; une société internationale pour le « développement ».

port aux pays « riches », dans la même position que le petit industriel ou le petit bourgeois en général par rapport à la grande entreprise ou à la banque. Les rapports de production capitalistes ne peuvent exister sans la concurrence entre capitalistes, et le plus faible doit succomber au plus fort. Cette concurrence entre producteurs de marchandises, qui constitue l'âme même du mode de production capitaliste, non seulement n'a pas disparu avec l'avènement de la période impérialiste, mais elle a atteint un degré encore plus élevé, en devenant concurrence entre Etats. La seule différence est celle-ci : la bourgeoisie des pays riches, qui touche 5 milliards de dollars par an de la bourgeoisie des pays arriérés peut en consacrer une partie à corrompre les chefs et les partis de ses propres esclaves salariés ; la bourgeoisie des pays arriérés, qui doit déduire ces 5 milliards de dollars de ses propres profits, est contrainte, pour réaliser un minimum de bénéfices, de pressurer toujours plus ses propres esclaves et de les maintenir dans un état de faim chronique. Ainsi, la bourgeoisie des pays arriérés devient en réalité l'agent du capital financier mondial par l'exploitation intensive de la force de travail indigène. Donc la situation terrible dans laquelle se trouvent les masses du Tiers-Monde est non seulement le fruit du développement capitaliste, mais elle est un fait indispensable à la bourgeoisie des pays arriérés et au capital financier mondial, comme cela apparaît dans les pieux bélements sur lesquels notre expert conclut son travail : « Il est temps d'élaborer un plan mondial d'aide au Tiers-Monde. Ce plan doit être basé principalement sur les points suivants : les nations riches devraient mettre à la disposition des pays en voie de développement un pourcentage beaucoup plus élevé de leur revenu national qu'aujourd'hui. Les fonds d'aide ne devraient pas enrichir les élites du Tiers-Monde mais procurer aux masses de ces pays des emplois productifs. La gestion des inves-

Depuis 50 ans Lénine a démontré que cette prétendue solution n'était qu'un pieux désir des petits-bourgeois pacifistes. Mais même si elle ne l'était pas, il s'agirait d'une association internationale de grands brigands impérialistes pour rouler les « petits brigands » du reste du monde ; non d'une association pour le développement, mais d'une association pour le rançonnement le plus rationnel des masses des pays arriérés. « Plus de capitaux ! » s'exclame le savant bourgeois, mais « plus de capitaux » ne signifierait-il pas endettement accru, et donc nécessité accrue pour la bourgeoisie des pays arriérés d'exploiter au maximum « sa » force de travail nationale ? « Plus de capitaux, non pour enrichir les élites du Tiers-Monde, mais pour créer des emplois productifs pour les masses ». Mais, mis à part le fait que les élites, c'est-à-dire les bourgeoisies, ne s'enrichissent que dans la mesure où elles créent des emplois productifs, c'est-à-dire dans la mesure où elles font travailler et exploitent des ouvriers, avez-vous pensé ce que signifierait créer dans le Tiers-Monde une puissance industrielle de la force de 100 millions d'ouvriers, c'est-à-dire en gros, d'une force supérieure à la force actuelle des Etats-Unis ? Cela signifierait ni plus ni moins, multiplier par mille les contradictions sociales et politiques dans lesquelles se débat le mode de production capitaliste, car, jusqu'à preuve du contraire, ce mode de production produit seulement pour vendre et réaliser des profits, et jusqu'à aujourd'hui, ces profits ont pu être réalisés, malheureusement pour nous, justement parce que la situation du Tiers-Monde est ce qu'elle est. Vous imaginez-vous l'industrie des Etats-Unis ou de l'Angleterre avec son million de chômeurs, ou de l'Allemagne qui va en avoir sa part, mise en présence d'un nouveau concurrent asiatique ou africain ?

(Suite en page 4)

Impérialisme « socialiste » ?

Dans un article intitulé « L'économie de la R.D.A. dans l'emprise de l'U.R.S.S. » (De "Standaard" du 13 avril 1972), Leo Schrooten décrit l'exploitation des pays satellisés par l'U.R.S.S. selon la recette bien classique des prix imposés : prix maxima pour les matières premières fournies, prix minima pour les produits finis ou les produits agricoles achetées par l'U.R.S.S.

C'est surtout la conclusion de cet article qui a retenu notre attention :

« Puisque la rentabilité des entreprises dans un système marxiste-léniniste repose seulement sur la productivité du travail, la relation U.R.S.S.-R.D.A. pose de très lourdes exigences aux ouvriers Est-Allemands.

« La perte lors de l'achat de matières premières à haut prix doit être compensée par une haute productivité du travail. Le travail doit donc produire du bénéfice pour faire disparaître cette perte.

« Le bénéfice ne revient donc pas à ceux qui l'ont créé, mais à ceux qui ont politiquement et économiquement le dessus ».

Le journaliste belge a très bien décrit les symptômes de la maladie, mais quand il s'agit de nommer

celle-ci, il ne sait, ou n'ose pas, le faire. Il préfère utiliser cette étiquette, bon pour tous services, de « système marxiste-léniniste ». Pourtant les ouvriers qui liront sa prose auront vite fait le bon diagnostic. Ce système, où le bénéfice repose sur la haute productivité du travail, en d'autres mots, sur l'exploitation du salarié, il l'aura vite reconnu comme ce capitalisme qui le fait trimer, lui aussi, pour « sauvegarder la capacité concurrentielle » de son entreprise.

Et on peut dire qu'aussi bien en R.D.A. que chez nous, les ouvriers finiront par reconnaître la vraie nature de cette maladie pestilentielle qu'est le capitalisme, et ils appliqueront le seul remède pour enlever le cancer : une énergique opération chirurgicale, la révolution socialiste.

Nous attirons l'attention de nos lecteurs sur notre changement d'adresse. Celle-ci est désormais :

« LE PROLETAIRE »
B. P. 375
13211 - MARSEILLE CEDEX 1

Correspondance :

« le prolétaire »
B. P. 375
13211 - MARSEILLE CEDEX 1

Versements :

« le prolétaire »

C.C.P. 2202-22 MARSEILLE

Abonnements :

« le prolétaire »

1 an : 15 F (150 FB)

6 mois : 8 F (80 FB)

(pli fermé : 27 F et 14 F)

« programme communiste »

1 an : 15 F (150 FB)

« programme communiste »

et « le prolétaire »

1 an : 30 F (300 FB)

Bulletin d'abonnement

NOM :

Prénoms :

Adresse :

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

MARXISME ET QUESTION SYNDICALE

(Rapport à la réunion générale du Parti)

SUITE DU PRECEDENT NUMERO

8. — La phase suivante, celle de la Seconde internationale se caractérise tout d'abord par un changement de politique de la bourgeoisie à l'égard des syndicats ouvriers. Sans renoncer pour autant à la mystification démocratique, elle fait alors de multiples entorses à sa propre doctrine libérale et adopte une attitude conciliante à l'égard des syndicats, dans le but d'éviter la radicalisation révolutionnaire du mouvement.

Cette phase se caractérise d'autre part par l'avancée, sinon le triomphe du mouvement politique du prolétariat qui, dans certains pays d'Europe au moins, supprime victorieusement le syndicalisme pur, au sein des associations ouvrières de masse elles-mêmes.

Ces changements importants se produisent dans une ambiance de progrès capitaliste relativement pacifique. C'est pourquoi on voit apparaître une seconde déviation, la déviation réformiste, qui a d'ailleurs pour effet de rendre force et ainsi de perpétuer la première, celle du syndicalisme apolitique par principe. Tout en continuant à souligner la nécessité du mouvement politique du prolétariat, cette déviation consiste à réduire ce mouvement à l'action légale dans les cadres du parlement pour obtenir de la classe dominante des dispositions législatives en faveur des salariés. Hypocritement ou ouvertement, elle condamne la lutte révolutionnaire.

Cet embourgeoisement de la lutte politique des partis ouvriers de l'ère « idyllique » du capitalisme résulte essentiellement de la pression des intérêts immédiats représentés par les syndicats sur le Parti : c'est à elle que les fractions les plus droitières des partis socialistes, les directions syndicales et les groupes parlementaires obéissent, la traduisant dans une doctrine révisionniste selon laquelle le passage du capitalisme au socialisme se fera sans révolution violente.

Parallèlement, on voit se modifier l'attitude de l'institution la plus conservatrice du monde bourgeois, l'Eglise catholique, à l'égard du mouvement syndical, la modification reflétant le changement d'attitude de la classe dominante elle-même, dont elle traduit à merveille dans l'Encyclique Rerum Novarum (1891) les soucis de conservation qui l'ont inspirée.

Les considérants de cette Encyclique affirment en effet sans ambages : « le dernier siècle a détruit, sans rien leur substituer, les corporations anciennes qui étaient pour eux une protection. Tout principe et tout sentiment religieux ont disparu des lois et des institutions publiques et ainsi, peu à peu, les travailleurs isolés et sans défense se sont vus, avec le temps, livrés à la merci de maîtres inhumains et à la cupidité d'une concurrence effrénée. Il n'est pas rare qu'un travail trop prolongé ou trop pénible, ou un salaire réputé (sic !) trop faible donnent lieu à ces châtiments voulus et concertés qu'on nomme des grèves. A cette plate si commune et en même temps si dangereuse, il appartient au Pouvoir public de porter remède, car ces châtiments tournent non seulement au détriment des patrons et des ouvriers eux-mêmes... mais ils nuisent aux intérêts généraux de la société et comme ils dégèrent facilement en violences et en tumultes, la tranquillité publique s'en trouve souvent compromise. »

Voilà pourquoi le pape de l'époque déclare « voir avec plaisir se former partout des sociétés de ce genre (c'est-à-dire des syndicats), soit composées des seuls ouvriers soit mixtes, c'est-à-dire réunissant à la fois les patrons et les ouvriers », « désirer qu'elles accroissent leur nombre et l'efficacité de leur action » et « se promettre de ces corporations les plus heureuses fruits, pourvu qu'elles continuent à se développer et que la prudence préside toujours à leur organisation ». En conclusion, il exprime le vœu que « l'Etat protège ces sociétés fondées selon le droit et que toutefois, il ne s'immisce pas dans leur gouvernement intérieur ».

Telle est la doctrine de départ des syndicats chrétiens qui en novembre 1919, se constitueront en Confédération internationale et adopteront la résolution suivante : « Le terme de notre action syndicale serait de réaliser le principe de la collaboration pacifique du ca-

pital et du travail dans l'entreprise et de répartir équitablement les profits laissés par celle-ci... Notre idéal syndical chrétien, fait de fraternité, notre conception économique réclamant la collaboration des classes et la coopération pour la production, nous empêcheront toujours de nous rallier à une doctrine basée sur la lutte des classes... Nous constatons comme un fait, tout en le déplorant, cette lutte des classes, née principalement du conflit des appétits contraires et des abus d'un capitalisme basé sur le droit du plus fort ».

9. — Le résultat historique de la seconde phase du cycle bourgeois est donc le suivant : au lieu de l'unité prévue et désirée entre associations économiques des ouvriers et Parti révolutionnaire, on voit d'une part des syndicats se réclamant du principe général de la lutte de classe et d'autre part, des syndicats d'inspiration chrétienne ou directement patronale se réclamant au contraire du principe général de la collaboration de classe.

Parmi les premiers, alors appelés « syndicats de classe » par opposition aux seconds, encore faut-il distinguer ceux qui prétendent toujours à une neutralité à l'égard du Parti prolétarien marxiste (déviation syndicaliste persistante dans les pays latins : France, Italie, Espagne) et ceux qui servent au contraire de base au Parti de classe de l'époque, le Parti socialiste.

Encore la portée révolutionnaire de ce dernier fait, apparaîtra-t-elle singulièrement restreinte lorsque, face à la guerre impérialiste, c'est-à-dire à l'événement politique majeur que puisse connaître la société bourgeoise, Partis socialistes et syndicats affiliés passeront avec armes et bagages dans le camp bourgeois, c'est-à-dire dans le camp de la défense nationale, de la trêve sociale, à des degrés divers (le Parti socialiste d'Italie ayant, par exemple, évité une totale compromission) et avec des réactions d'importance très inégale de la part de la gauche marxiste selon les pays considérés. Et qu'il soit précisé pour terminer ce bilan que, comme il était prévisible, les syndicalistes purs ne firent pas, face à la guerre, un moindre fiasco.

10. — C'est dans ces conditions que, grâce à l'initiative bolchevique et sous l'impulsion de l'ébranlement plus ou moins profond de toutes les idées, de tous les préjugés accrédités par des décennies de développement pacifique dans les grandes masses ouvrières (ébranlement provoqué non seulement par la bouche impérialiste, mais par la crise économique qui en résulte), l'Internationale prolétarienne se reconstitue et se pose à elle-même le problème de la conquête du prolétariat.

Sur le terrain des principes, elle ne peut pas le faire dans d'autres termes que les marxistes du passé ; la révolution étant l'aboutissement du mouvement réel du prolétariat, c'est la « transformation des hommes eux-mêmes » — les ouvriers — sous la pression des circonstances historiques qui doit les porter sur le terrain du communisme et les placer sous l'influence politique de l'Internationale luttant pour extirper le social-démocratie et qui, dans une certaine mesure, a déjà provoqué ce déplacement. Il ne peut donc être question d'opposer les buts politiques suprêmes à ce mouvement réel, c'est-à-dire la propagande communiste à la lutte « économique », la diffusion des principes révolutionnaires à la participation aux luttes de classe, bref, le Parti aux organisations syndicales.

Quelles qu'aient été les déviations ultérieures de l'I.C. dans la question capitale des moyens les plus propres à assurer cette conquête des masses prolétariennes par le Parti, elle a posé correctement la question de la révolution en affirmant que celle-ci ne pouvait triompher sans que le Parti ait réussi à conquérir l'influence décisive dans la classe ouvrière et partant, dans les organisations syndicales qui au lendemain du massacre mondial avaient vu leurs effectifs croître en flèche sous la pression du malaise économique.

La Gauche marxiste qui avait fondé le Parti Communiste d'Italie, et qui critiqua sans hésitation et avec une parfaite clarté la tactique trop élastique de « conquête des masses » préconisée par l'I.C. a

tout aussi clairement dit et répété que ce n'était pas le principe de cette conquête qu'elle mettait en cause et elle en a donné la preuve par un remarquable travail de pénétration et d'encadrement des syndicats ouvriers.

En effet, ce principe ne pouvait être nié que par des non-matérialistes voyant dans la révolution, le produit de l'action héroïque d'une minorité décidée ou d'une pure propagande d'idées, et non le fruit de l'organisation du prolétariat lui-même en parti, le résultat de l'intervention continue de l'avant-garde communiste dans toutes les luttes réelles.

Si la continuité des principes par rapport au Manifeste était donc parfaite, la situation historique, elle était bien différente, du fait du développement antérieur d'un puissant courant réformiste, incrusté dans de non moins puissantes organisations de masses, courant réformiste qui non seulement n'avait pas empêché, mais qui était en parfaite harmonie avec le développement d'un véritable « impérialisme de la classe ouvrière » dans nombre de pays, la Russie et l'Italie exceptées.

C'est cette situation qui provoqua, principalement en Allemagne, la grave déviation qui, bien avant la formation du KAPD, fit lancer aux Spartakistes (avec l'assentiment de Rosa Luxembourg) le mot d'ordre : « hors des syndicats ! ».

Plus de cinquante ans après, ce mot d'ordre revient en vogue dans certains milieux soi-disant « gauchistes », chose d'autant plus paradoxale que ceux qui le défendent ne peuvent pas arguer, comme leurs prédécesseurs d'Allemagne, que le centre de gravité de la lutte s'est déplacé des syndicats aux conseils ouvriers (Räte en allemand, Soviets en russe), et que tout l'effort du Parti doit porter sur ces organismes exprimant un degré plus élevé de la lutte de classe en tant qu'organes politiques, puisqu'aussi bien de tels organes politiques n'existent pas aujourd'hui et que ne se manifeste pas la moindre tendance à leur formation.

Les origines de la résurrection de cette vieille déviation « anti-syndicale » sont multiples, mais elle dérive principalement de la méconnaissance complète des thèses de l'Internationale sur la question syndicale par les prétendus « gauchistes » d'aujourd'hui.

A cinquante ans d'écart, l'Internationale (et le petit parti d'aujourd'hui) sont accusés d'avoir ignoré le fait que dans une situation de tension aiguë, la lutte de classe du prolétariat contre la bourgeoisie entraîne de violents conflits au sein de la classe ouvrière elle-même, les fractions soit arriérées (c'est-à-dire au-dessous du niveau qui a porté les ouvriers à l'association économique), soit corrompues (c'est-à-dire les ouvriers organisés, mais d'idéologie bourgeoise et anti-révolutionnaire, qui suivent le courant réformiste) se dressant avec une fureur réactionnaire, parfois les armes à la main, contre la fraction avancée et révolutionnaire.

En repoussant la politique d'abandon des syndicats ou encore de constitution des syndicats restreints sur la base de la reconnaissance du principe de la dictature du prolétariat par leurs adhérents, l'Internationale aurait, selon cette critique tardive (et qui ne fait que reproduire l'erreur des « gauches » allemande et hollandaise), commis le crime historique de soumettre les ouvriers communistes à la partie arriérée ou corrompue du prolétariat, de les livrer pieds et poings liés aux forces conservatrices et contre-révolutionnaires de la social-démocratie, rien de moins !

C'est contre le renouvellement de ce « crime » que, jusque dans notre petit Parti, accusé d'y aller tout droit par « méconnaissance de la réalité actuelle », voire de s'y préparer avec toute la perfidie de l'opportunisme, des éléments inconscients ou dévoyés ont mené l'agitation.

11. — La réexposition des faits historiques relatifs au conflit entre l'Internationale et les tendances spécifiques du communisme allemand (« Luxembourgeois ») d'abord, KAPD ensuite, car il existe une indiscutable continuité entre les deux) est une nécessité pressante, car le Parti n'est que peu informé de cette époque, et il a besoin de l'être pour combattre avec le maxi-

mum d'efficacité la déviation « anti-syndicalisme » qui, en substance, n'est qu'un retour aux vieilles positions idéalistes ignorantes du lien entre lutte immédiate et révolution, et qui ne voit pas davantage celui qui existe entre les « superstructures » que constituent les pesanteurs appareils des organisations de masse aujourd'hui totalement contrôlées par l'opportunisme et l'état de la classe bourgeoise elle-même, tel que le détermine la phase d'expansion qui a fait suite à la seconde guerre mondiale et qui s'accompagne de tout un arsenal de mesures destinées à attacher la classe salariée à l'Etat bourgeois en lui durant les chaînes de son esclavage.

Ceci dit, un simple rappel des thèses de l'I.C. au II^e Congrès mondial (1920) suffit à réfuter les graves accusations ci-dessus rappelées.

Ces thèses du II^e Congrès (juillet 1920) sur « Le mouvement syndical, les Comités de fabrique et d'usine » se résument ainsi dans la partie consacrée aux syndicats. Elles notent 1^o l'afflux de masses décidées à la lutte antipatronale et potentiellement révolutionnaires (appréciation qui, à l'usage, s'est révélée trop optimiste, puisque ce n'est pas le communisme, mais le centrisme qui a conservé la majeure influence dans les grandes masses ouvrières d'Occident, mais cela ne change rien au problème de fond). 2^o la résistance du vieil appareil légué par l'époque antérieure à 1914, et caractérisé par des rapports relativement pacifiques entre les classes, non seulement au processus révolutionnaire, mais même au mouvement revendicatif.

Elles concluent à la nécessité pour les communistes d'entrer dans les syndicats toujours coiffés par la social-démocratie, pour en faire des organes conscients de la lutte visant au renversement du capitalisme. Elles condamnent « toute désertion volontaire du syndicat professionnel » et « toute tentative de création artificielle de nouveaux syndicats qui ne serait pas déterminée par les violences excessives de la bureaucratie professionnelle ou par leur étroite politique aristocratique ». Elles affirment que « les hésitations des masses et leur indécision dans le domaine politique ne pourront être vaincues que si les travailleurs communistes avancés savent se montrer non seulement des propagandistes de l'idée communiste, mais des meneurs résolus de l'action économique et syndicale », thèse à laquelle nul ne peut renoncer, aussi bien aujourd'hui qu'hier, sans renoncer au matérialisme historique lui-même.

Elles prévoient que si ce travail est fait « 1^o il deviendra possible de mettre les communistes à la place des opportunistes à la tête des syndicats, 2^o il deviendra possible d'arrêter la désagrégation des syndicats (provoquée par la désertion des ouvriers déçus par la politique collaborationniste et leur éparpillement), de les remplacer par des Unions industrielles, c'est-à-dire de remplacer la bureaucratie par les représentants des ouvriers industriels, en n'abandonnant aux institutions centrales que les fonctions strictement nécessaires. »

Elles avertissent que « les communistes ne doivent pas reculer devant les scissions qui pourraient se produire au sein des syndicats si, pour les éviter, il était nécessaire d'abandonner le travail révolutionnaire ». Et elles ajoutent que « s'il arrive pourtant qu'une scission s'impose comme une nécessité absolue, on ne devra y recourir que possédant la certitude que les communistes réussiront à convaincre les larges masses ouvrières que la scission se justifie non par des considérations dictées par un but révolutionnaire encore éloigné et vague, mais par des intérêts concrets immédiats de la classe ou-

vière correspondant aux nécessités de l'action économique. Dans le cas où une scission deviendrait inévitable, les communistes devraient accorder une grande attention à ce que cette scission ne les isole pas de la masse ouvrière. »

Dans ce rappel, les passages soulignés le sont par nous. Ils suffisent à faire justice du véritable travail de falsification récemment accompli par des critiques d'autant plus « hardis » qu'ils étaient venus plus longtemps après la bataille et étaient plus désenchantés, donc, par les regrettables lenteurs de l'histoire. Car, avec la morgue inimitable dont seuls sont capables les petits-bourgeois quand ils daignent aborder le mouvement ouvrier sans que celui-ci leur semble tout à fait à la hauteur de leurs exigences idéales d'hommes « conscients » et « à qui on ne la fait pas », ces critiques « radicaux » du passé, quel que gens d'envergure plus que modeste, gonflés bien à tort d'« états de service » réels ou imaginaires, mais qui ne passeront de toute façon pas à la postérité, n'ont pas craint, de « faire grief » aux communistes de la III^e Internationale d'une prétendue « discipline de cadavre » à l'égard des réformistes dirigeant les syndicats dans le premier après-guerre, d'un centralisme « formaliste » soumettant les ouvriers révolutionnaires (?) à des sommets impossibles par nature (!) à conquérir, d'un respect superstitieux de l'unité « formelle » aux dépens de la lutte communiste, et, pour couronner le tout, d'« méconnaissance » du fait que la lutte de classe n'oppose pas seulement bourgeois et prolétaires, mais provoque aussi de « violents affrontements au sein de la classe ouvrière elle-même », vérité banale pour laquelle les critiques « radicaux » exigeaient le « brevet d'invention » auquel ils croyaient avoir droit.

En fait, sous couleur de « radicalisme », de telles gens ont fini par abandonner le marxisme, pour lequel « le prolétariat se constitue en classe et donc en parti politique » sous la pression d'exigences qui poussent les luttes réelles de catégories ouvrières forcément hétérogènes au départ à s'unifier et, dans les circonstances historiques favorables certes non fréquentes, à se radicaliser. Ils l'ont remplacé par la vision archi-vermouluée et de caractère héroïco-idéaliste d'une lutte de l'avant-garde contre les fractions arriérées ou corrompues de la classe aboutissant à la victoire finale par la seule vertu de la « conscience » et de la « volonté » des individus prolétaires qui la composent, la limite entre parti politique et organisations immédiates étant par ailleurs abolie, non par l'histoire (qui ne nous montrera certainement pas l'émancipation politique de toute la masse avant la victoire révolutionnaire), mais par décret souverain des critiques « radicaux ».

Une telle critique n'ayant rien à voir avec l'appréciation exacte de la phase historique en cours, sans laquelle les principes les plus justes ne sauraient conduire à aucune conclusion politique correcte, nous ne pouvons, avant d'aborder le second après-guerre, que réaffirmer la correction de l'imposition de la question syndicale par la III^e Internationale au deuxième Congrès, revendiquer le travail de parti accompli par le Parti Communiste d'Italie dans les syndicats dont l'I.C. elle-même reconnut qu'il constituait l'application la plus complète et la plus réussie de ses thèses, et enregistrer la rechute des critiques parlant au nom de la « réalité la plus récente » non seulement dans les erreurs des fausses « gauches » des années 20, mais dans celle de tout le courant critico-utopiste théoriquement vaincu dès le Manifeste communiste de 1848.

(Suite et fin au prochain numéro)

REUNION PUBLIQUE A PARIS

(suivie d'une discussion)

VENDREDI 9 JUIN A 20 H 45

SALLE LANCRY, 10, rue de Lancry — PARIS (X^e)
(Métro République)

La lutte invariante du marxisme
contre l'anarchisme : de Bakounine
à la "gauche" allemande jusqu'à
nos jours

« Lutte ouvrière », agence électorale du P. C. F.

(Suite de la 1^{re} page)

« L'unité des travailleurs est une condition indispensable à leur victoire » dit-elle. Soit, mais quelle unité ? Celle du prolétariat s'élevant au-dessus des mesquins intérêts individuels ou de catégories, au-dessus des frontières nationales, dans sa lutte sur ses objectifs propres de classe, dans la voie menant à l'abolition du salariat ? L'unité de la classe rejoignant par son avant-garde le programme du communisme révolutionnaire ? Non. Pour L.O., la classe ouvrière peut acquérir son unité par le vote, dans le respect du système légal et parlementaire : il suffit qu'elle donne ses voix à des partis proposant un programme unitaire de revendications immédiates assez radicales, il suffit que « l'ensemble de la classe ouvrière puisse, lors des prochaines élections, faire entendre unaniment ses revendications face aux candidats des partis bourgeois ».

Réformiste, pacifiste, légalitaire, L.O. peut toujours prétexter qu'elle a derrière la tête la secrète idée de mettre le P.C.F. au pied du mur. A cela nous répondons deux choses : la première est que les actes d'un parti qui se prétend révolutionnaire doivent tendre à apporter toujours la plus grande clarté dans la lutte des classes et à creuser toujours plus le fossé de classe entre le prolétariat et non seulement ses ennemis, mais aussi ses faux amis. Voilà pourquoi la tactique n'est pas indifférente et doit être fixée à l'avance en pleine cohérence avec les principes qui l'inspirent. Voilà pourquoi est fondamentalement contre-révolutionnaire une position comme celle de L.O., qui tend à semer toujours plus la confusion : « nous qui ne croyons pas qu'une simple victoire électorale puisse amener un tel changement, nous sommes prêts à soutenir le P.C.F.

y compris sur le plan électoral » — quelles que soient les conditions que L.O. veut bien y mettre.

Notre deuxième réponse est la suivante : le Parti étant non seulement un facteur, mais un produit de l'histoire, il ne peut utiliser une tactique erronée sans que ses principes eux-mêmes finissent par en être altérés. Témoin la dégénérescence de l'Internationale communiste. Témoin, quoique d'une bien moindre portée historique, l'illustration que nous en donne L.O. Son machiavélisme tactique apparent se retourne contre L.O., qui reste enfermée dans son soi-disant piège tactique. Admettons en effet que celui-ci ait réussi, que le P.C.F. ait dit non, pas de radicalisation de notre programme immédiat. Que fera L.O. ? Si le P.C.F. répond négativement, dit L.O., « les révolutionnaires présenteront alors leurs propres candidats afin de permettre aux travailleurs d'exprimer leur mécontentement face au pouvoir gaulliste ». Autrement dit, sous sa phrase révolutionnaire, L.O. donne sa caution à l'illusion suivant laquelle le « mécontentement » de la classe ouvrière devrait s'exprimer par la voie légale et parlementaire, c'est-à-dire par le bulletin de vote, et non par la lutte révolutionnaire. Que L.O. reste en définitive sur le terrain des institutions bourgeoises et du jeu électoral, après tout, rien d'étonnant, puisque c'est le terrain final de tout opportunisme. Ce qui est plus grave c'est qu'elle indique aux ouvriers la même voie politique que les grands partis super-opportunistes.

Voilà en quoi consiste l'absence de principes communistes : rien d'autre qu'en l'acceptation totale de l'idéologie bourgeoise. Pas étonnant donc que L.O. rejoigne le P.C.F. à « l'aile gauche de la bourgeoisie », dans une même vision pacifiste et démocratique

inspirée d'une même cécité complète sur la nature et la fonction de l'Etat bourgeois.

Mais, plus abjecte encore dans sa façon de se plier aux exigences de la bourgeoisie, L.O. le fait en revalorisant le P.C.F. et même tous les autres faux partis ouvriers : « Nous sommes prêts à soutenir les partis se réclamant de la classe ouvrière, y compris sur le plan électoral, à faire campagne pour leurs propres candidats, si ces partis s'engagent sur un programme précis soumis dès maintenant à l'approbation des travailleurs ».

Ainsi le P.C.F. pourrait changer sa nature pourtant irrévocablement contre-révolutionnaire ? Son palmarès de la trahison n'est donc pas assez probant ? 1936 : trahison ouverte de tous les principes constitutifs de l'Internationale Communiste ; appui à l'Etat bourgeois (et même participation en Espagne) ; sabotage des mouvements de grève (et même sanglante répression anti-ouvrière en Espagne) ; conditionnement de la classe ouvrière pour la deuxième guerre impérialiste ; participation à la guerre et à la Résistance, c'est-à-dire soutien armé de certains intérêts bourgeois contre d'autres au mépris total de tous les intérêts du prolétariat.

1945-47 : participation à la consolidation de l'Etat bourgeois au sortir de la guerre, enrôlement des ouvriers dans la reconstruction capitaliste, répression armée des mouvements des masses colonisées. De 1947 jusqu'à nos jours, le P.C.F. s'est montré le champion de la paix sociale et de la collaboration des classes, un puissant véhicule de l'idéologie bourgeoise dans les rangs du prolétariat, un pilier de l'ordre social reposant sur l'exploitation du travail salarié. Et c'est CE parti dont L.O. attend un... engagement écrit à adopter un programme de revendications immédiates soi-disant radicales !

Pourtant, L.O. est capable de dénoncer les hauts faits anti-prolétariens du P.C.F. Qu'est-ce qui l'amène donc à espérer et à laisser espérer que le P.C.F. fasse peau neuve ? La raison est double. Premièrement : nous pensons, dit L.O., que les travailleurs qui croient à une victoire électorale se trompent ; mais « parce que nous sommes fondamentalement dans le même camp que les militants et les sympathisants du Parti Communiste Français » nous soutiendrons ce parti. Autrement dit, pour « ne pas se couper de la base », infectée d'illusions démocratiques, L.O. vient alimenter le fumier du réformisme et du démocratismes qui la décompose, au lieu de lui montrer envers et contre tout, et même contre l'immense majorité du prolétariat, la voie révolutionnaire juste.

Derrière cette position, il y a l'absence complète d'une vision de Parti. Pour L.O., c'est la masse ouvrière qui va modeler sa direction politique, grâce à la prise de conscience individuelle. L.O. ajoute en effet que « la réponse du P.C.F. dépend dans une large mesure de nous tous », c'est-à-dire de la « discussion » qui doit « s'engager partout ». L.O. est gangrenée de ce démocratismes, qui reconnaît pour fondement doctrinal l'idéalisme bourgeois dont le matérialisme dialectique marxiste a fait la critique définitive. L.O. se range du côté d'un groupe d'individus, non du programme historique de la classe ouvrière ; elle croit au jaillissement de la clarté dans les consciences, oubliant que les individus ne sont que des produits de la société bourgeoise ; elle croit à la bonne volonté universelle, dont elle attend l'amélioration du sort du prolétariat et la régénération révolutionnaire du P.C.F. en particulier ; elle ignore que « la praxis marxiste juste enseigne que la conscience de l'individu ou même de la masse suit l'action et que l'action suit l'impulsion donnée par l'intérêt économique. C'est seulement dans le Parti que la conscience, et dans certaines phases, la décision d'action précèdent le heurt de classe ». (Parti et classe).

Deuxièmement : L.O., groupement trotskyste, fait de la défaite du mouvement prolétarien une « crise de direction politique ». La raison en est qu'aucun groupement situé en dehors de la juste ligne marxiste (et en particulier aucun groupe trotskyste) n'a pu

comprendre que la défaite de la révolution russe était le triomphe d'une contre-révolution, c'est-à-dire des intérêts matériels de couches intéressées au développement économique de l'U.R.S.S. dans le cadre capitaliste. L.O. ne peut pas davantage voir aujourd'hui que cette force internationale qu'est l'opportunisme stalinien et post-stalinien, constituée par 40 ans de contre-révolution, est une force matérielle ; que la conjonction de cette direction réformiste prônant des « voies nationales et pacifiques » au socialisme avec la période de prospérité capitaliste et de croissance des forces productives qui a suivi la guerre, a pourri en profondeur la masse qui la suivait en y implantant des pratiques, des opinions et des illusions petites-bourgeoises. C'est pourquoi il importe de les combattre constamment, et non de les cautionner. Mais ce n'est pas la persuasion ni le « manœuvrisme » tactique qui auront raison de l'opportunisme. Notre seule alliée dans ce combat c'est la dynamique même du capitalisme, en train d'incuber une crise d'une ampleur telle qu'elle fera voler en éclats tous les mensonges des démocrates et des réformistes, qui se démasqueront dans les faits. Et nous, nous montrerons avec ces faits au prolétariat que la voie de classe que les vrais communistes lui ont toujours tracée est la seule juste.

Mais pour que le prolétariat puisse un jour suivre avec confiance son Parti de classe, il faut que le Parti lutte pour la défense de l'invariance du marxisme. Quant à tous ceux qui se laissent entraîner hors de cette voie, comme L.O., Trotsky lui-même, dont L.O. se réclame, leur a réglé leur compte, dans un article intitulé « Nos différends, 1905, la réaction et les perspectives de la révolution » (in : 1905).

« Tu as parfaitement raison de dire qu'il est impossible de surmonter l'apathie contemporaine par la voie des théories », écrivait Lassalle à Marx, en 1854, c'est-à-dire à une époque où la réaction se déchainait un peu partout dans le monde.

« Je généraliserai même cette pensée en disant que jamais encore on n'a pu vaincre l'apathie par des moyens purement théoriques ; c'est-à-dire que les efforts de la théorie pour vaincre cette apathie ont engendré des disciples et des sectes ou bien des mouvements pratiques qui sont restés infructueux, mais qu'ils n'ont jamais suscité un mouvement mondial réel, ni un mouvement général des esprits. Les masses n'entrent dans le torrent du mouvement, en pratique comme en esprit, que par la force bouillonnante des événements. »

« L'opportunisme ne comprend pas cela. On prendra peut-être pour un paradoxe l'affirmation qui consisterait à dire que ce qui caractérise l'opportunisme c'est

qu'il ne sait pas attendre. Et c'est pourtant cela. Dans les périodes où les forces sociales alliées et adversaires, par leur antagonisme comme par leurs interactions, amènent en politique un calme plat ; quand le travail moléculaire du développement économique, renforçant encore les contradictions, au lieu de rompre l'équilibre politique, semble plutôt l'affermir provisoirement et lui assurer une sorte de pérennité, l'opportunisme, dévoré d'impatience, cherche autour de lui de « nouvelles » voies, de « nouveaux » moyens d'action. Il s'épuise en plaintes sur l'insuffisance et l'incertitude de ses propres forces et il recherche des « alliés ». Il se jette avidement sur le fumier du libéralisme. Il le conjure, il l'appelle. Il invente à l'usage du libéralisme des formules spéciales d'action. Mais le fumier n'exhale que son odeur de décomposition politique. L'opportunisme picore alors dans le tas de fumier quelques petites perles de démocratie. Il a besoin d'alliés. Il court à droite et à gauche et tâche de les retenir par le pan de leur habit à tous les carrefours. Il s'adresse à ses « fidèles » et les exhorte à montrer la plus grande prévenance à l'égard de tout allié possible. « Du tact, encore du tact et toujours du tact ! ». Il souffre d'une certaine maladie qui est la manie de la prudence à l'égard du libéralisme, la rage du tact et, dans sa fureur, il donne des soufflets et porte des blessures aux gens de son propre parti.

« L'opportunisme veut tenir compte d'une situation, de conditions sociales qui ne sont pas encore arrivées à maturité. Il veut un « succès » immédiat. Lorsque ses alliés de l'opposition ne peuvent le servir, il court au gouvernement : il persuade, il supplie, il menace... Enfin, il trouve lui-même une place dans le gouvernement (ministérielisme), mais seulement pour démontrer que, si la théorie ne peut devancer l'histoire, la manière administrative ne réussit pas mieux.

« L'opportunisme ne sait pas attendre. Et c'est pourquoi les grands événements lui paraissent toujours inattendus. Les grands événements le surprennent, lui font perdre pied, l'emportent comme un copeau dans leur tourbillon et il va donner de la tête tantôt sur un rivage, tantôt sur un autre... Il essaie de résister, mais en vain. Alors, il se soumet, il fait semblant d'être satisfait, il remue les bras pour avoir l'air de nager et il crie plus fort que tout le monde... Et quand l'ouragan est passé, il remonte en grimpant sur le rivage, il s'ébroue d'un air dégoûté, il se plaint d'avoir mal à la tête, d'être courbaturé, et, dans le malaise de l'ivresse qui le tourmente encore, il n'épargne pas les mots cruels à l'adresse des « songe-cœurs » de la révolution... »

La leçon reste valable pour L.O. et pour tous les opportunistes d'aujourd'hui !

Une "aide" qui coûte cher

Un régime incompatible avec l'existence de l'espèce

(Suite de la page 2)

Mais il y a plus ! la situation des masses prolétaires et semi-prolétaires ne s'améliorera pas, parce que dans le système capitaliste, les produits se vendent seulement s'ils coûtent moins que ceux du concurrent, et le fait qu'un produit coûte moins implique une exploitation plus intense de la force de travail. Les conditions dans lesquelles se trouvent les masses du Tiers-Monde sont de ce fait rendues nécessaires justement par l'entrée de ces pays sur le marché mondial, elles sont la condition sans laquelle le capitalisme ne peut ni vivre ni « se développer ». Notre économiste comme tous les petits-bourgeois, voudrait le développement, mais sans ses conditions nécessaires, et c'est vraiment pathétique de le voir s'échiner, dans une gymnastique impossible, pour trouver des solutions à des problèmes aujourd'hui insolubles. Suivons son raisonnement :

1) Investissements accrus de capitaux ;
2) Ces investissements ne devraient pas enrichir les élites, mais créer des emplois productifs (autrement dit, notre auteur sait que les investissements n'ont jamais abouti à rien, et il commence à opposer ses désirs personnels à la réalité : investissements oui, mais sans leurs conséquences !) ;

3) Mais comme créer des « emplois productifs » signifie créer une grande industrie qui exportera ensuite sur le marché mondial, alors « il faudrait encourager les exportations du Tiers-Monde dans les pays industrialisés » ;

4) Mais comme cela est impossible, dernière tentative désespérée : « Il faudrait réformer l'O.N.U., ses experts passent en général pour incompétents ». Le bourgeois

sous la pression des faits matériels, se réfugie dans son coin préféré, celui de la « culture » et gémit : « L'unique remède est dans la connaissance, dans les « experts ». Qu'elle désolante débâcle, monsieur l'économiste ! et quel merveilleux aveu de l'impuissance de la bourgeoisie à résoudre n'importe quel problème social ! Nous sommes les seuls, nous marxistes, à pouvoir regarder la réalité en face sans nous épouvanter, bien au contraire, nous tirons d'elle une confirmation de la justesse de notre lutte ; vous, monsieur l'économiste, vous avez décrit les conséquences non du « sous-développement », mais de l'affirmation progressive du mode de production capitaliste dans les pays arriérés. Vous vous épouvanterez du résultat car au lieu d'y voir un tableau idyllique, vous y découvrirez l'image d'un baril de poudre dont la mèche est allumée. C'est justement ce que nous voulions, car cela montre que, même si cette explosion sociale devait tarder encore longtemps, ses conditions nécessaires existent, et elle arrivera. Il y a juste cent ans, vous avez battu les prolétaires insurgés à Paris seuls au milieu d'une France et d'une Europe semi-paysannes, tandis que le reste du monde était en partie lié au mode de production de l'état sauvage ou du despotisme asiatique.

Cent ans après, toute votre force militaire ne suffira plus à vaincre 15 millions de prolétaires insurgés à Calcutta ou à Buenos Aires, dont la lutte se reflétera immédiatement sur les centaines de millions de prolétaires des plus grands centres industriels, forts non seulement de leur nombre et de leur concentration immense, mais d'une tradition de lutte jamais éteinte. Dans votre description, vous avez lu votre mort, et vous avez fui à la recherche d'« experts » comme les vieilles classes féodales en 1789, fuyant à la recherche d'un prêtre. Nous, nous y lisons au contraire, notre vie et la nécessaire libération de l'humanité non d'un prétendu sous-développement, mais d'un mode de production si développé qu'il en est pourri et dont la présence prolongée sur la scène historique est incompatible avec l'existence même de l'espèce.

Mansholt-Marchais

(Suite de la première page)

létarienne, (battue en Russie, elle n'a jamais entreprise ailleurs), mais bel et bien des révolutions **bourgeoises**, ne font qu'exprimer ainsi non la loi du socialisme, mais les nécessités de l'accumulation capitaliste. Quant aux P.C. chauvins de France ou d'Italie, ils célèbrent la production à outrance comme « moyen de bien-être » et de grandeur nationale exactement dans les mêmes termes que le cœur dominant de la bourgeoisie.

Antiproductivistes ou productivistes, les Mansholt et les Marchais n'ont pas d'autre solution à offrir que des bavardages utopiques ou les réelles solutions antiouvrières de tout le système capitaliste. La bourgeoisie peut aller jusqu'à reconnaître les faits, mais pas jusqu'à formuler clairement les deux seules issues aux contradictions capitalistes, guerre impérialiste ou révolution prolétarienne : c'est normal ! L'opportunisme, tout en se parant de la tradition du communisme, bazarde aussi bien les solutions que le communisme est seul à pouvoir apporter que son analyse impitoyable des faits.

La raison est qu'il ne veut pas

de la voie politique par laquelle ces solutions doivent passer, la révolution, et c'est pourquoi il invente des contes bleus pour en détourner la classe ouvrière.

Seul le socialisme pourra résoudre les contradictions entre le « volcan de la production » et le « marais du marché »... en supprimant la masse des produits inutiles (oui, M. Marchais, il « évitera la production de biens non essentiels », mesures que Mansholt propose sans avoir les moyens de l'accomplir et qui fait pousser les hauts cris au P.C.F. !) ; en dirigeant centralement l'économie selon les besoins mondiaux de la société humaine. Mais il ne pourra le faire qu'en détruisant autoritairement les rapports de production capitalistes dont les bourgeois sont les agents, mais dont ils sont aussi les défenseurs.

Quoiqu'en pensent les critiques « communistes » de Mansholt, l'utopie anti-prolétarienne ne consiste pas à souhaiter régler et même freiner en partie la production ; elle consiste à s'imaginer pouvoir le faire sans toucher au système politique et économique du capitalisme, sans le détruire de fond en comble !

Directeur-Gérant

F. GAMBINI

IMPRIMERIE « LINO-IMP »

1, 3, 5, Boulevard Schloesing
MARSEILLE (X^e) - Tél. 77-92-48

Distribué par les N. M. P. P.